



Quelques émeutiers ont lancé des petits poteaux et des bouteilles sur la police anti-émeute, avant que celle-ci ne fasse usage de gaz lacrymogènes. © REUTERS.

rendre simplement « incitatives » plusieurs conditions environnementales. « Il y a un soutien des Etats et des euro-députés. C'est théoriquement possible d'y parvenir d'ici l'été », a-t-il plaidé, ouvrant la porte à des révisions législatives « à moyen terme », en négociation avec les Etats et eurodéputés, de la PAC adoptée en 2021. Les ministres se retrouveront en mars.

Grosse déception

David Clarinval a par ailleurs insisté sur la nécessité d'agir sur les contraintes extérieures à la PAC qui pèsent sur les fermes : obligations environnementales qui découlent du Pacte vert et qui ne sont pas compensées par des subventions, accords commerciaux internationaux et contexte géopolitique. « Il faut trouver une solution plus effective pour que les productions agricoles ukrainiennes atteignent à nouveau leurs marchés traditionnels hors de l'Union européenne (principalement en Chine, en Inde, en Indonésie et en Egypte, NDLR) », a-t-il dit, répétant encore une fois que les marchés ont été déstabilisés par la Russie « qui utilise les produits agricoles comme arme de guerre ».

Tout cela sera-t-il suffisant pour apaiser les agriculteurs ? En fin de journée,

Après une journée de protestation, les agriculteurs ont fini par quitter la capitale, sous bonne escorte policière. © DOMINIQUE DUCHESNES.

les tracteurs ont repris lentement le chemin du retour vers les fermes. « Mais ce n'est pas la fin des actions », assure Guillaume Van Binst, secrétaire général de la FJA, qui se dit avant tout « satisfait de la mobilisation ». Il souligne aussi que « les ministres semblent prendre davantage la mesure de la crise que la Commission, dont on savait qu'elle venait avec des propositions assez faibles. Le Conseil lui a demandé des mesures plus fortes, et on parle même d'une augmentation du budget de la PAC ce qui serait une avancée significative ».

A la Fugea, le deuxième syndicat agricole wallon, Thimotée Petel, chargé de mission, ne voit pourtant aucun motif de satisfaction dans les propositions de la Commission et des ministres. « C'est une grosse déception à la hauteur de la mobilisation », tranche-t-il. « Nous avons une demande claire : des prix justes pour garantir un revenu aux agriculteurs. Et la réponse des ministres tape à côté. Sur la question des contraintes environnementales, nous n'étions pas demandeurs. Et si la simplification administrative est nécessaire, elle n'est pas prioritaire pour nous. Nous voulons sortir des politiques de libre-échange et de dérégulation qui nous imposent des prix instables. Il va falloir maintenir la pression. On pourrait clairement revenir à Bruxelles », conclut-il.

Il faut trouver une solution plus effective pour que les productions agricoles ukrainiennes atteignent à nouveau leurs marchés traditionnels hors de l'Union européenne

David Clarinval
Vice-Premier ministre et ministre belge de l'Agriculture

”



Le rond-point Schuman était occupé par des agriculteurs qui protestaient contre la politique agricole européenne. © PHOTO NEWS.

POLLUTION

Les résidus de Pfas dans les fruits et légumes ont triplé en dix ans

Les consommateurs sont de plus en plus exposés aux Pfas via les pesticides utilisés dans l'agriculture, indique une nouvelle étude.

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

La présence de Pfas dans l'eau de distribution a fait la une de l'actualité fin de l'année dernière, lorsqu'on a appris que les habitants de Chièvres avaient bu pendant plusieurs mois de l'eau contaminée. Mais l'eau n'est pas la seule source d'exposition de la population à ces substances chimiques fluorées persistantes baptisées aussi « polluants éternels ». Il y a aussi l'alimentation et en particulier les fruits et légumes. C'est ce que montre une étude réalisée par PAN Europe, un réseau d'associations environnementales qui luttent contre l'usage des pesticides.

On le sait peu mais de nombreux pesticides pulvérisés sur les champs et les arbres fruitiers contiennent des Pfas. « Les agriculteurs eux-mêmes l'ignorent souvent puisque ce n'est pas mentionné sur l'étiquette », soulignent les auteurs de l'étude. Les Pfas sont prisés des groupes agrochimiques parce qu'ils permettent – grâce à leurs propriétés hydrophobes et lipophobes (graisse) – de renforcer la stabilité et de prolonger la durée d'action des pesticides. Pour l'heure, 37 pesticides à base de Pfas sont autorisés au niveau européen, soit 12 % de toutes les substances synthétiques autorisées (31 en Belgique).

Fraises, pêches et abricots

Pour dresser un état de la situation, PAN Europe s'est basé sur les données officielles des programmes nationaux de surveillance des résidus de pesticides dans les aliments que les Etats membres sont tenus de réaliser chaque année et de transmettre aux autorités européennes. L'étude indique que la contamination des fruits et légumes n'a fait que croître sur la période 2011-2021. Alors que la proportion d'échantillons de fruits contaminés par des résidus de pesticides Pfas n'était que de 3,8 % en 2011, on était à 14 % en 2021. Pour les légumes, la contamination est moindre mais la tendance est aussi à la hausse puisqu'on est passé de 2,1 % en 2011 à 7,1 % en 2021. L'augmentation la plus prononcée concerne trois fruits : les abricots (+333 %), les pêches (+362 %) et les fraises (+534 %). Ainsi, en 2021, 35 % des échantillons de fraises analysés contenaient des résidus de pesticides Pfas.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les fruits et légumes venant hors d'Europe présentent en général un degré de contamination moindre. Ainsi, seules 12 % des fraises importées contenaient des traces de pesticides Pfas contre 37 % pour celles produites en Europe et 11 % des pêches importées (contre 35 %). L'étude montre aussi qu'on peut trouver jusqu'à quatre résidus de pesticides Pfas

différents dans un même échantillon.

Qu'en est-il de l'exposition des consommateurs belges ? Difficile de tirer de grandes conclusions, car le nombre d'échantillons prélevés est plus limité que dans d'autres pays et donc moins représentatif. Entre 2011 et 2021, on constate néanmoins que 34 % des échantillons de fruits contenaient des résidus d'au moins un pesticide Pfas et 12,3 % des échantillons de légumes, pour un total de 14 Pfas différents détectés. Les données ont permis d'observer une contamination inquiétante de fruits et légumes cultivés chez nous (15 % des poires, 56 % des poivrons...) et importés (40 % des bananes, 29 % des pamplemousses...). L'association belge Nature&Progrès, membre de PAN Europe, note aussi que ce type de pesticides a de plus en plus de succès dans notre pays. Leurs ventes ont augmenté de 20 % entre 2011 et 2021, culminant à 220.000 tonnes cette dernière année.

Législation insuffisante

Ces chiffres de contamination renseignent sur la présence de résidus de pesticides fluorés mais ne disent rien des concentrations constatées et ne signifient pas qu'il y a eu dépassement des limites autorisées. « Le fait que la législation actuelle est respectée ne signifie pas qu'il n'y a pas de problème », insiste Virginie Pisssoort, chargée de plaider chez Nature&Progrès. « De nombreuses études ont montré le caractère persistant des Pfas dans l'organisme. L'accumulation continue de Pfas dans la chaîne alimentaire et les effets cocktails qui se produisent (combinaison des substances) présentent des risques chroniques pour notre santé. Le problème, c'est qu'au regard de la législation européenne réglementant les pesticides, le seul fait que les Pfas soient persistants ne suffit pas. Les effets cocktails ne sont pas non plus pris en compte. Les substances actives Pfas passent donc à travers les mailles du filet d'un système d'évaluation des risques défectueux. »

Pour les associations environnementales, le salut ne viendra pas de la proposition actuellement débattue au niveau européen visant à une interdiction « universelle » des Pfas puisque les pesticides ont été exclus de son champ d'application « sous prétexte précisément qu'ils étaient déjà suffisamment réglementés en vertu des normes européennes sur les pesticides ». Ce qu'elles contestent. PAN Europe réclame donc d'urgence la suspension et l'interdiction de ces pesticides Pfas. « Ils conduisent à la pollution de l'environnement et à l'exposition intentionnelle des consommateurs jour après jour. Ils ne sont absolument pas indispensables à notre agriculture. Des alternatives existent. Il est temps de les déployer. »

L'accumulation continue de Pfas dans la chaîne alimentaire et les effets cocktails qui se produisent présentent des risques chroniques pour notre santé

Virginie Pisssoort
Chargée de plaider chez Nature&Progrès

”